

# OUEST information

Bulletin régional hebdomadaire de l'Agence Presse Libération

REPRODUCTION ET UTILISATION DES INFORMATIONS ENTIEREMENT LIBRES...

**PAUL URVOY: "LES PRISONS DE FRANCO" (p16)**

«LE PRINTEMPS DES BONNETS ROUGES»  
à Nantes le 22 (p6)

**LA SANTÉ MALADE..**

**DES MÉDICAMENTS:**

**débat avec PRADAL  
le 21 Nov. (p5)**

A.P.L. PUBLIE:

**DOSSIER PORTUGAL  
(en vente Librairie 71)  
(p4)**

|  |      |
|--|------|
| Calendrier A.P.L                       | p 1  |
| Une semaine dans l'Ouest               | p 2  |
| Si vous voulez libérer un insoumis     | p 7  |
| Femmes Travailleuses en Lutte          | p 8  |
| Chrétiens pour le Socialisme           | p 10 |
| Deux animateurs licenciés (suite)      | p 11 |
| Création d'un cercle J.C.M.L. à Nantes | p 12 |
| La Roche sur Yon: après le 11 Novembre | p 13 |
| Outspan: Boycottons l'Afrique du Sud   | p 14 |

**n° 116**

**18 NOVEMBRE  
1975**

**ABONNEMENT  
12 NUMEROS  
15,00 frs**

**1,50 F**

APL - 29 RUE JEAN JAURES 44000 NANTES - LIBRAIRIE 71 - TEL. 73. 82. 48



①

# APL - DERNIÈRE MINUTE

## HLM - EXPULSIONS. SUITE

### NANTES

Conférence de presse du conseil d'administration de l'OPHLM de Nantes. Le conseil comprend 4 membres élus par le conseil municipal, 1 par la CAF, 1 par la Caisse d'Épargne... et 6 NOM-Mes par le préfet. - Quand aux associations de locataires, "le décret de 1963 ne prévoit pas leur représentation au conseil".

#### MORCEAUX CHOISIS DE LA CONFÉRENCE DE PRESSE:

"On nous dit, vous faites des logements casernes... mais n'oublions pas que la plupart du temps nos locataires ont été arrachés aux taudis ou ils étaient entassés... et nous entretenons 100 ha d'espaces verts."

"Les loyers: ils sont inférieurs à Nantes à la fourchette autorisée par l'administration.. les locataires sont peu soigneux... nous avons des loyers impayés (augmentation de 3,8% à 5% entre 1973 et 1974... il n'a été ordonné que 3 expulsions depuis le début de l'année." etc....

LEMOINE, PDG de l'office avait oublié de convoquer l'APL à sa conférence de presse. - De notre côté nous n'oublierons pas de lui rappeler que dans des centaines de cages HLM de Nantes, ou les gens s'organisent, un tract reproduit un texte de lui, signé. Bloqué dans son bureau, par une manifestation de locataires, il s'est engagé à ne pas donner suite aux expulsions de familles que le tribunal venait de lui accorder. (APL 114 115)

## DUBIGEON

Le groupe PSU de Dubigeon prépare pour la semaine prochaine un rectificatif à l'information APL (n°115) sur la visite d'Anne Aymone. - Il y a en effet eu des imprécisions dont nous portons la responsabilité. À l'avant dernière réunion de rédaction, le Vendredi soir, un texte nous a été apporté, et nous avons cru, sans faire l'effort de le vérifier qu'il provenait de l'un de nos correspondants habituels sur Dubigeon. (PSU et PS principalement) Pour les camarades de l'APL présents dans la manif, il y a surtout une question: pourquoi si peu de travailleurs dans une telle occasion? (déploiement policier? heure tardive? méthodes de mobilisation à Dubigeon ou surtout en dehors, sur les autres boîtes?). Il y a aussi une remarque, la grande combativité du noyau des 200 présents qui n'hésiterent pas à percuter un cordon de CRS interdisant l'approche des chantiers, au prix de quelques coups de matraque, malgré un rapport de forces d'ensemble très défavorable.

A.G. de l'APL:  
avant Noël

Ciné-Club : un texte en préparation.



Mardi 11 Novembre **MARCHE ANTI NUCLÉAIRE A LIRÉ**  
**Près d'Ancenis**

(Maine et Loire) : 500 personnes. Manifestation kermesse, humour et accordéon : mais sur un thème très sérieux, la dénonciation des projets d'implantation de centrales nucléaires dans la région de Champtoceaux, Ancenis, sur la Loire. Devant la mairie de Liré, une maquette de la centrale est brûlée par les manifestants. Une délégation de Montjean sur Loire, site voisin retenu également par EDF était présente.

Mercredi 12 Novembre **5 USINES OCCUPÉES DANS**  
**LE MAINE ET LOIRE**

Ernault Somua (Cholet), depuis plus d'un mois, Maugelu (St Pierre Montlimart) depuis le 29 octobre, CLS Saumur, Braud (Angers) et Tolavri (Avrillé).

Jeudi 13 Novembre **2 TRAVAILLEURS IMMIGRÉS**  
**ASPHYXIÉS À CHANTENAY**

Oxyde de carbone émanant d'un chauffage au gaz. Le tuyau s'était déboîté.

Vendredi 14 Novembre **BOLLARDIÈRE INTERDIT DE**  
**PAROLE AU LYCÉE GUISTHAU**

Le général devait tenir une réunion débat sur le thème "Armée et non-violence". Ca n'avait pas plu à l'Association Autonome des parents d'élèves. La réunion, interdite une heure avant sa tenue, s'est finalement à l'extérieur. Pour le SGEN "cette mesure bafoue la liberté d'expression", pour le SNES, "acte d'intolérance d'une association qui prétend bien interdire toute ouverture de l'établissement scolaire à la discussion des problèmes de l'actualité". Et pour le SNALC "il y a des sujets qui ... n'ont pas leur place dans un établissement scolaire laïc".  
(Ah ! Si ç'avait été Bigeard, on lui aurait fait une petite place, pas vrai ?)

Vendredi 14 Novembre **BATTUE SAUVAGE AU SANGLIER:**  
**17 PAYSANS CONDAMNÉS.**

200 F de dommages et intérêts, deux amendes de 25 F chacune et 50 % des amendes en plus au fond de garantie de la chasse.

17 paysans en colère : "la justice, une nouvelle fois, défend le droit de propriété face au droit au travail".

Les sangliers saccagent les récoltes. Plusieurs battues officielles avaient échoué, toutes les possibilités administratives avaient été épuisées, quand le syndicalisme a pris la décision d'organiser cette action en forêt de Teillay. La région syndicale de Châteaubriant "s'interroge sur l'utilité de la participation du syndicalisme à la Commission sangliers de la DDA si, dans le mois à venir, cette commission se montre incapable de défendre les intérêts des agriculteurs victimes des dégâts".

La commission pourrait au moins payer les amendes.



③

CHOLET:

# Vendredi 14 Novembre **POLICIERS RACISTES CONDAMNÉS...**

... à 1500, 800 et 600 F d'amende. Pour "récupérer" la fille de l'un d'entre eux, âgée de 21 ans, et vivant avec un marocain, ils avaient pénétré en force dans la maison, empoigné la jeune fille et ses bagages, tiré deux coups de feu "d'intimidation" et fouillé le logement. Violation de domicile, port d'arme illégal et violences. - Ah ! S'ils avaient été en service...

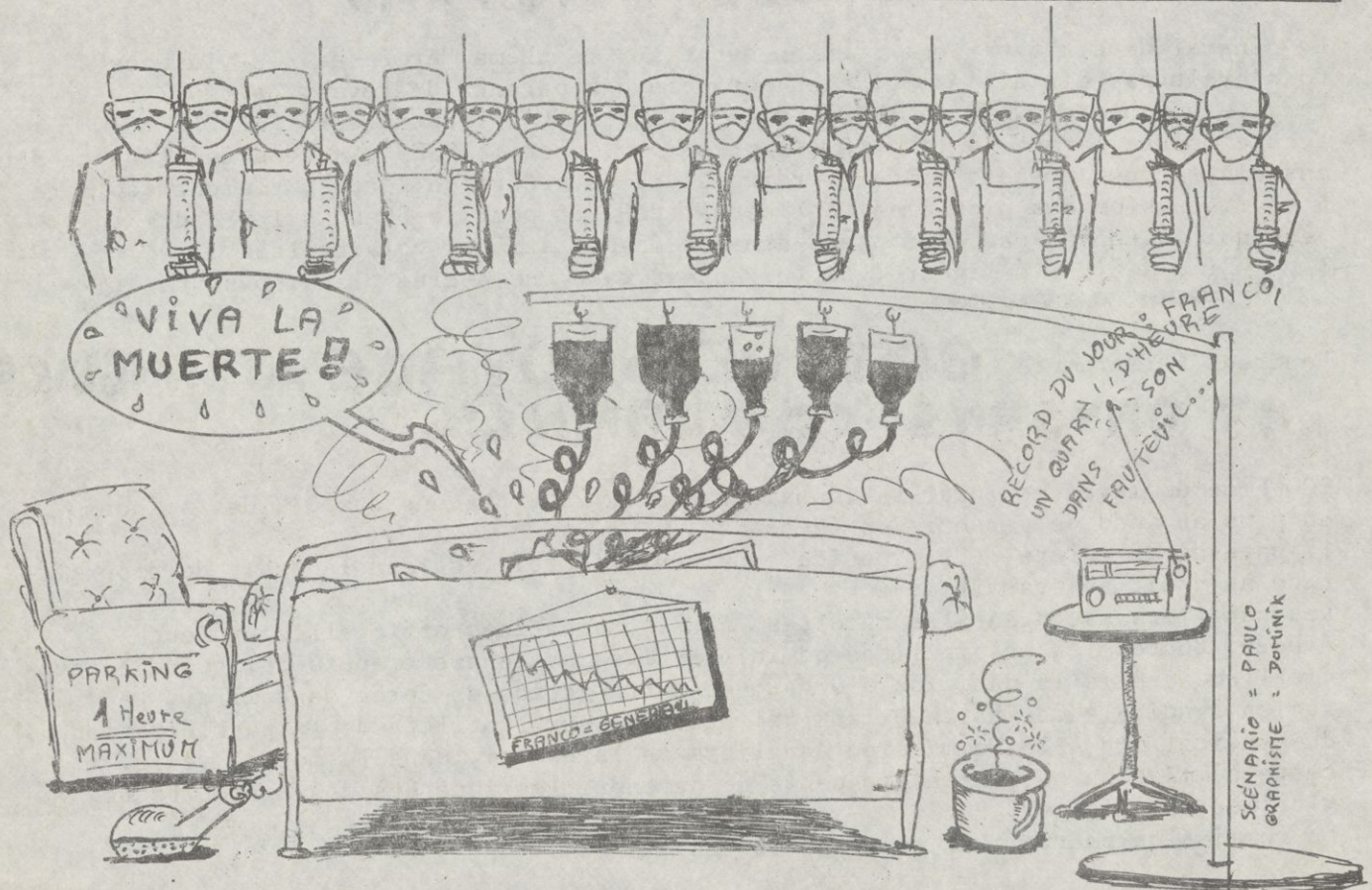
**COUERON THUVAULT, UNE AFFAIRE QUI A (FINI (?) DE) FAIT (RE) DU BRUIT:** un paysan. Travailleur du coin, en contact avec les ouvriers pendant l'action, nous donne une précision: en fait, les ouvriers avaient remis l'usine en route eux-mêmes, sans attendre la levée officielle des scellés.

Le préfet leur a alors ordonné d'arrêter tout et de nettoyer avant de faire constater "officiellement" dans les heures qui suivirent, que l'usine pouvait recommencer à tourner, en toute légalité. L'autorité, l'autorité...

---

## FRANCO : 32 MÉDECINS - TOUJOURS SOUS LA TORTURE ?

---





# A.P.L. SPÉCIAL : PORTUGAL

En vente à la librairie 71 - 29 rue Jean Jaurès - 1,50 F

Les commissions Portugal, mises en place autour de l'APL, n'ont pas toutes réellement fonctionné. Nous pouvons néanmoins publier aujourd'hui un dossier reflétant des témoignages directs de camarades ayant vu "quelque chose" au Portugal, et le racontant aussi simplement que possible.

— Ce dossier de 43 pages comprend :

PAYSANS

- le texte de 4 salariés agricoles de la région, sur l'agriculture (le nord, l'Alentejo), la réforme agraire, le centre de réforme agraire d'Alcace do Sal, la formation d'une coopérative sur les terres occupés d'un grand domaine, manifestation du PCP à Evora - "Et alors ?..."

SANTÉ

- des témoignages sur la santé :  
un médecin nantais raconte 8 jours dans une équipe de onze jeunes médecins dans l'Alentejo, l'hôpital Santa Maria de Lisbonne, la clinique de Cova da Piedade.

USINES

- dans les usines :  
Eurofil,  
l'usine OTIS autogérée depuis Mai 1975,  
la commission de travailleurs des chantiers de la Setenave.



⑤

# LA SANTÉ MALADE DES MÉDICAMENTS...

SOIRÉE INFORMATION DÉBAT AVEC

## PRADAL

Auteur du «GUIDE DES MÉDICAMENTS»

21 NOVEMBRE 20H30

Maison du quartier Nord

14 Av. des Thébaudières - Sillon de Bretagne

QUELS SONT NOS PROBLEMES ,

- Coût de l'hospitalisation,
- Conditions de travail, de logement.
- Absence de prévention (école, quartier, travail)
- "Surconsommation" des médicaments.

COMMENT PERMETTRE LA MISE EN PLACE  
D'UNE MEDECINE GRATUITE POUR TOUS ?

- COMMISSION SANTE QUARTIER NORD
- ASSOCIATION SYNDICALE DES FAMILLES
- ASSOCIATION POPULAIRE DES FAMILLES
- C. F. D. T.
- SYNDICAT DE LA MEDECINE GENERALE
- F. N. M. I. P.



un spectacle à ne pas manquer... (6)  
Le printemps des Bonnets Rouges

Il y a trois cents ans, les paysans bretons se révoltaient contre la misère, l'injustice et le pouvoir absolu de Louis XIV.

La pièce de Pol KEINIG commémore cette épopée.

Montée par le Théâtre de la Tempête sous chapiteau chauffé le spectacle aura lieu

LE 21 NOVEMBRE à SAINT NAZAIRE

LE 22 NOVEMBRE à REZE, place du pays de Retz  
à 20 H 30

Prix des places : Adulte : 20.00 F - moins de 18 ans : 10.00 F

Des réductions sont consenties pour les Collectivités ;  
écrire :

ALAIN OLIVIER

21, Hameau des Bocages

44470 SAINTE LUCE SUR LOIRE

Tél. 74/57/58 après 18 H 30

Les billets sont en vente à la Librairie "71"

29, rue Jean Jaurès.

WANTES

MERCREDI 19 NOVEMBRE  
FRATERNITÉ PROTESTANTE  
3 rue Amual DUCHAFFAULT

RENCONTRE REGIONALE DES CHRETIENS MARXISTES  
(Séminaire : Cité Nouvelle)

OBJET : Organisation du Mouvement au plan national  
et local.



7

CREATION D'UN GROUPE OBJECTION - INSOUMISSION :

A ANCENIS (44)  
(Entre Nantes et Angers)

Pour lancer l'information, une soirée était prévue. On s'est heurté à une répression bien organisée ==

= Les affiches ont tenu  $\frac{1}{2}$  journée

= Aucune salle ne s'est ouverte. Les flics étaient passés pour faire pression. (Même une salle communale de tendance socialiste...).

Il y eut quand même un rassemblement de 40 personnes. Explication avec les flics.

Tout terminé autour d'un feu dans une clairière. (A défaut). Le groupe se rencontre chaque semaine et ouvre ses portes. Hélas, il ne nous est pas possible de communiquer une adresse précise. (Recherche laborieuse d'un lieu permanent).

LE GROUPE.

DENIS BERTON, insoumis du Groupe Insoumission totale est en prison à NANTES. Condamné à 6 mois ferme, il peut être libéré du jour au lendemain si on lui trouve du travail pour un minimum de trois mois. Il a déjà un domicile à NANTES.

Si vous pouvez l'employer ou si vous connaissez un employeur (travaux agricoles ou autres), écrivez au C. S. O. C.

57, rue des Hauts-Pavés

44 - NANTES.



# femmes travailleuses en lutte

## POUR UNE RENCONTRE NATIONALE DES FEMMES TRAVAILLEUSES



Il ya 18 mois, une rencontre nationale d'ouvrières et d'employées, mettait sur place un "bulletin de liaison". En nous réunissant à PARIS et en Province pour discuter autour du bulletin, nous avons pu, femmes travailleuses isolées, groupes de femmes ouvrières et employées, échanger nos expériences, parler de notre travail dans nos entreprises pour organiser les femmes.

A NANTES, un groupe "femmes travailleuses en lutte" existe depuis quelques mois.

De nombreuses discussions y ont eu lieu : sur le divorce, la prostitution, le viol, les femmes en Chine... Un film a été projeté au Sillon : "Petites têtes, grandes surfaces" (sur les conditions de travail dans les hypermarchés). De nombreuses filles de Record y ont participé.

Aujourd'hui, nous ressentons la nécessité d'une nouvelle coordination.

C'est pourquoi, nous appelons les 29 et 30 novembre, dans la région parisienne à une rencontre nationale de travail, de réflexion, de discussion.

...



P9

NOUS DISCUTERONS DE :

En Assemblée Générale : La riposte des femmes face à la crise : lutter contre la politique familiale de Giscard : le rôle de "femmes travailleuses en lutte" pour construire le mouvement de femmes ; prendre en main notre bulletin de liaison.

En Commissions : Travail syndical : le travail de masse dans les usines et dans les bureaux ; la liaison avec les groupes de quartiers ; divorce, avortement, contraception ; viol, agressions, résister et lutter ; oppression des femmes au travail ; problème des mères travailleuses.

POUR PREPARER LA RENCONTRE :

UNE REUNION AURA LIEU A NANTES

MERCREDI 26 NOVEMBRE

A 18 H 30

A LA FRATERNITE PROTESTANTE  
(18, rue Amiral Duchaffault)

APL Calendrier  
ANNE VANDERLOVE  
Mercredi ou F. J. T.  
(Hootenanny)



Communiqué

CREATION D'UN MOUVEMENT " CHRETIENS POUR LE SOCIALISME" A NANTES

■ En avril 1972, quatre cents chrétiens venus de tous les pays d'Amérique latine ainsi que quelques observateurs des Etats-Unis, du Québec et d'Europe se sont réunis à Santiago du Chili pour la première rencontre latino-américaine des "CHRETIENS POUR LE SOCIALISME". Depuis se sont développés dans de nombreux pays, en particulier en Europe, des mouvements ayant des objectifs identiques et une coordination internationale a été organisée.

● La dernière rencontre internationale de "CHRETIENS POUR LE SOCIALISME" de Québec (avril 1975) a approuvé un document de travail qui analyse la situation politique dans le monde, prends position pour les luttes de libération et contre l'impérialisme, étape actuelle du capitalisme (concrétisée par l'emprise des sociétés multinationales)... etc... Mais ce document fait aussi des propositions concernant une nouvelle pratique de la foi chrétienne et sur les nouvelles formes que doit prendre la vie ecclésiale. Il s'agit pour ces mouvements de lutter contre une Eglise qui resterait compromise avec les forces politiques réactionnaires comprises au service de l'idéologie bourgeoise.

■ La constitution d'une section française de ce mouvement "CHRETIENS POUR LE SOCIALISME" est en gestation. Il est clair qu'une telle section nationale ne pourra se construire que par le regroupement d'initiatives locales qui pourront se coordonner au niveau national.

■ Des groupes (CERCLE JEAN XXIII, CHRETIENS MARXISTES, M.R.J.C., GROUPE T.C.) et des militants de la région nantaise ont décidé de constituer un mouvement "CHRETIENS POUR LE SOCIALISME" dans notre région. Ils appellent tous ceux qui se sentent concernés par cette initiative à définir en commun les objectifs que pourrait se donner ce rassemblement tant en ce qui concerne des actions à mener qu'à la mise au point d'une "plate-forme" qui doit être indissociablement politique et de l'ordre de la foi et qui sera une contribution à l'élaboration de la plate-forme de la section française du Mouvement.

Pour prendre contact localement avec ce mouvement "CHRETIENS POUR LE SOCIALISME" S'adresser à Mlle ROUL, 36, rue du G<sup>al</sup> BUAT - NANTES.  
Tél. 74.19.80



Cette constatation ne semblant pas être évidente pour tous mes confrères (même pour les ceusses qui sont syndiqués), je me permets de leur glisser un petit mot, comme ça, au cas où ça ferait "Tilt" et que ça les réveillerait.

Cette décision de l'Office des Centres Sociaux, de licencié pour motif politique deux animateurs : Michel HAMELIN (Bruyères) et Vincent LIBERT (Port-Boyer) et d'en inquiéter deux autres, intervient, par hasard sans doute (!) alors que :

- 1 La France, solidaire de la crise économique des pays capitalistes, mène une politique de répression pour tordre le cou aux mouvements d'opposition qui risqueraient de mettre le feu aux poudres.
- 2 Nantes est considérée avec St Nazaire, comme une métropole du désordre, et que les élus locaux ont le devoir d'enrayer la machine contestataire, avant qu'elle devienne trop dangereuse pour le gouvernement en place.
- 3 Les travailleurs sociaux en général, et surtout ceux occupant un poste d'éducation spécialisée (animation, milieu ouvert, enfance "inadaptée"...), sont considérés comme un repaire de contestataires influents et encore peu malléables qu'il faut démanteler.

D'où les interventions de l'Etat dans notre profession :

- Sectorisation psychiatrique,
- Action auprès des Ecoles d'Éducateurs :
  - Sélections-épurations, en vue de dissuader les personnages douteux d'entrer dans la profession, ou de les refouler purement et simplement.
  - Sélection par le fric : Bourses (merci Monsieur LENOIR).
  - Tentative de paralysie des éducateurs en formation : peu de possibilités de prendre en charge sa formation. Chantages et pressions sur les individus qui voudraient sortir des structures imposées par l'École (examens, diplômes).
  - Tentative depuis plus d'un an, de faire passer dans les moeurs les nouveaux travailleurs sociaux, ces flics-éducateurs au service du gouvernement : Quadrillage des quartiers populaires par les flics, stages de flics ou de militaires dans nos secteurs d'activité (semi-liberté, hôpitaux psychiatriques, centres aérés, colonies de vacances...)

Dans l'amalgame de compromis qui régit notre profession, acceptons-nous d'être les outils d'un idéal politique ?

La lutte pour la réintégration de Michel HAMELIN et Vincent LIBERT,

La lutte pour une nouvelle politique sociale dans les centres sociaux

EST LA NOTRE

Affirmons notre SOUTIEN AUX ANIMATEURS LICENCIÉS.

... Syndiqués, à vos Syndicats...

Contact éventuel pour les "sans étiquette" : PINARD Y. Tél. 76.76.63  
entre 12 H et 14 H  
de préférence.



# COMMUNIQUÉ :

## UN CERCLE JCML " JOSÉ.H.BAENA "

### À NANTES

Le 10 / 11 / 1975

Le 8 / 11 / 1975, s'est tenu à NANTES la réunion de création du 1er cercle de la Jeunesse Communiste Marxiste Léniniste de France, en présence de Pierre BURNAND, Secrétaire National de l'Organisation, et d'un représentant des Communistes Marxistes Léninistes de NANTES. La Jeunesse Communiste Marxiste Léniniste de France dont le premier Congrès a eu lieu à PARIS, les 28 et 29 juin 1975, reconnaît la direction du Parti Communiste Marxiste Léniniste de France, et applique sa ligne au front de la jeunesse ouvrière et populaire. Sa tâche est de mobiliser la jeunesse dans la lutte pour l'instauration du socialisme en France par la révolution prolétarienne.

Pour mener à bien cette tâche, la Jeunesse Communiste Marxiste Léniniste de France appelle la masse de la jeunesse ouvrière et populaire :

1 - à lutter pour la satisfaction de ses revendications dans les usines, les campagnes, à l'école, dans l'armée...

2 - à engager la lutte contre la ligne révisionniste des dirigeants du P"C"F" et de la J"C", ardents défenseurs du capitalisme, au service de l'impérialisme russe.

3 - à dénoncer toutes les tentatives de main mise ou d'agression de l'une ou l'autre des deux superpuissances : USA et URSS, contre notre pays.

En hommage à leurs frères espagnols, les Marxist-Léninistes du FRAP et du Parti Communiste d'Espagne (Marxiste-Léniniste), assassinés par la dictature yankee-franquiste, les jeunes militants marxistes-Léninistes de NANTES ont choisi le nom de l'un d'eux - JOSE H. BAENA, pour leur cercle. Ils appellent tous les jeunes révolutionnaires à les rejoindre dans leur combat.



# AH! CES GRAFFITI DU 11 NOVEMBRE...

## LA ROCHE SUR YON

En juin 1971 après les élections locales, l'opposition de gauche réclamait une participation à l'action municipale. Depuis elle attend toujours une réponse...

Le 11 novembre 1975, le Maire sort de son silence et prend l'initiative de proposer à tous les partis politiques une participation... à l'indignation. Quelle catastrophe ou quel scandale réclame d'urgence un tel sursaut d'union sacrée ? Dans la nuit du 11 novembre le monument aux morts a été souillé par une inscription inconvenante.

La section de La Roche sur Yon du P.S.U. tout en désapprouvant un tel geste n'a pas voulu s'associer à une protestation dont l'apparente unanimité n'aurait pu que contribuer à entretenir les ambiguïtés faute de pouvoir exprimer les divergences fondamentales d'analyse et de motivations. Au delà du raccourci un peu cru du "graffiti" sans doute faut-il voir moins une injure à la mémoire des victimes de la guerre, qu'un cri provocateur de protestation et de refus. Le P.S.U., pour sa part, le traduit ainsi :

Assez de la guerre et de ses victimes inutiles immolés aux ambitions et aux intérêts des classes dominantes qui jouent du nationalisme et du patriotisme pour dresser les hommes les uns contre les autres au gré de leurs exigences impérialistes. Pourquoi, pour qui sont morts les combattants de 14-18, d'Indochine, d'Algérie, du Tchad ?

Assez d'un certain culte des morts qui n'est qu'une manoeuvre de récupération idéologique : on voudrait que leur sacrifice justifie ce à quoi on les a sacrifiés. (...)

Assez de l'organisation féodale de l'armée et du service militaire où le travailleur en devenant soldat se voit dépouiller de ses droits et de ses libertés les plus élémentaires pour une plus complète servilité au pouvoir. Comment s'étonner que des appelés s'élèvent maintenant un peu partout contre ce totalitarisme militaire d'un autre âge, s'organisent en comités de soldats en sections syndicales pour affirmer leur dignité d'hommes et de citoyens à part entière et revendiquer leurs droits

- et à l'objection de conscience véritable y compris pour des raisons politiques

- et à une juste rémunération de travailleurs affectés à un service public

- et à la liberté de réunion, d'association, d'expression syndicale et politique.

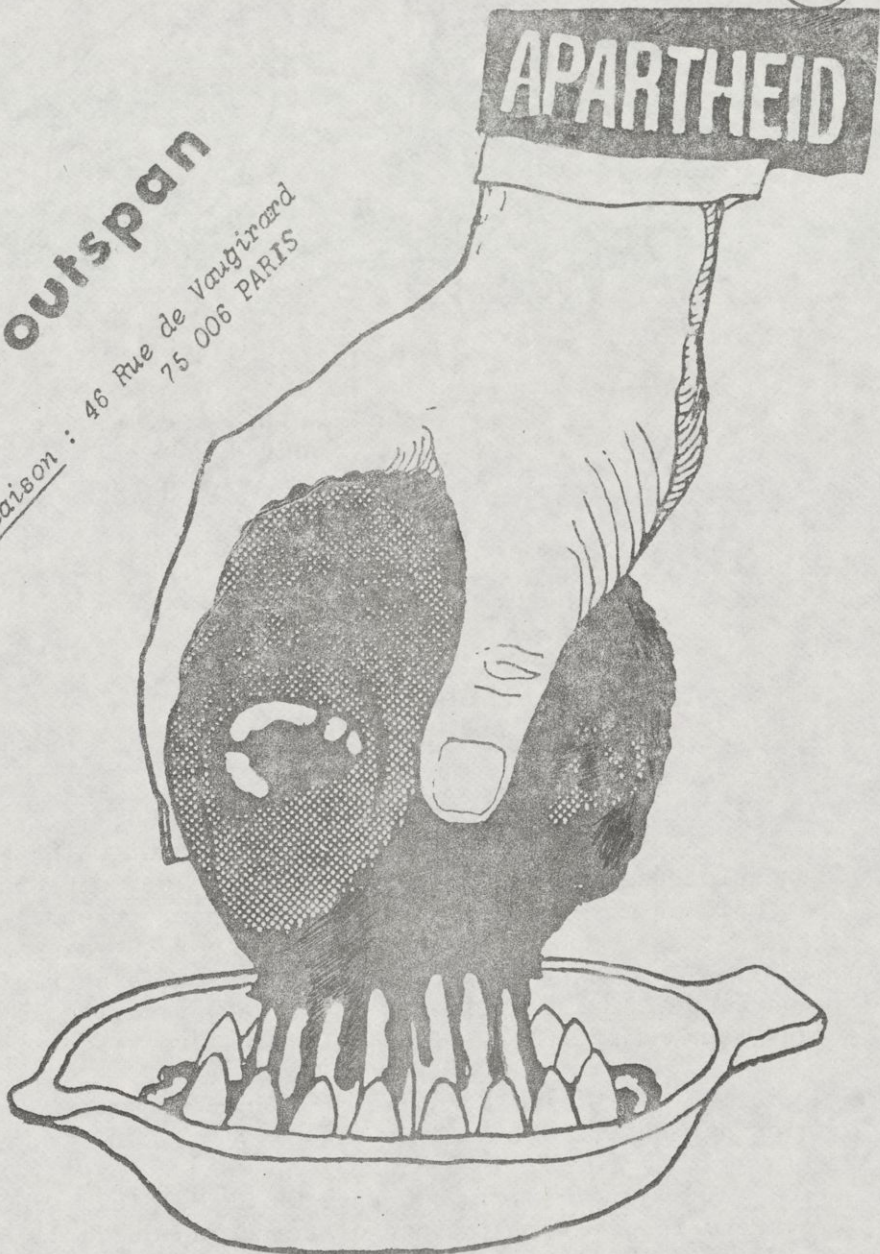
Respecter les morts c'est bien sûr respecter le symbole d'un mouvement, mais mieux encore, c'est prendre leur relève pour qu'ils ne soient pas tombés en vain, pour continuer la lutte contre les mensonges et les injustices dont ils ont été victimes et préparer l'avènement d'une société socialiste où les hommes aient moins de raisons de combattre et plus de raisons de vivre.

PSU



**campagne anti-outspan**

*Secretariat de liaison : 46 Rue de Vaugirard  
75 006 PARIS*



**NON aux  
ORANGES OUTSPAN  
d'afrique du sud**

- ...REFUSONS LES ORANGES OUTSPAN ! ...
- ... PARTICIPONS A LA CAMPAGNE ANTI-OUTSPAN  
demandée par les mouvements de liberation ...
- ... INFORMONS-NOUS sur ce qui se passe en Afrique du Sud...
- ... PARLONS DE LA CAMPAGNE ANTI OUTSPAN AUTOUR DE NOUS ...



15



15

L'ORANGE OUTSPAN VIENT  
D'AFRIQUE DU SUD,  
PAYS DE L'APARTHEID,  
SYSTEME RACISTE  
D'EXPLOITATION DES NOIRS

Ceux qui produisent ces ORANGE OUTSPAN sont des travailleurs noirs surexploités : 14 heures de travail par jour pour un salaire de moins de 140 F par mois en moyenne, de moins de 50 F pour beaucoup d'ouvriers agricoles.

Les ouvriers noirs sont soumis au régime raciste d'Afrique du Sud : séparée de leurs familles, ce sont des travailleurs condamnés à la migration à vie dans leur propre pays. Ils n'ont aucun droit social, syndical ou politique.

C'est le régime de l'apartheid : exploitation de 18 millions d'africains par quatre millions de blancs.

Acheter une Orange OUTSPAN, c'est soutenir un régime raciste. Vorster, le premier ministre d'Afrique du Sud a d'ailleurs dit : "Chaque fois qu'un produit d'Afrique du Sud est acheté, c'est une brique de plus apportée au mur qui maintient notre existence". (Vorster, 1972)

La France devient un des meilleurs amis de la République sud africaine en augmentant sa collaboration avec le régime de Vorster (armes et autres équipements nucléaires, automobiles etc...). Nous sommes des complices en ne dénonçant pas la responsabilité du gouvernement français.

Nous ne pouvons laisser vendre en France des fruits ramassés par des enfants de huit ans, ramassés par des gens qu'on envoie de force dans les fermes des propriétaires blancs.

C'est pour cela que de nombreuses organisations ont décidé de lancer une campagne anti Outspan. Des gens de tous horizons ont décidé de protester contre le racisme et l'exploitation des ouvriers noirs en Afrique du Sud.

#### QUE FAIRE ?

Cette campagne s'adresse à chaque personne, à chaque famille. Elle est demandée par les mouvements de libération d'Afrique du Sud, reconnus par les Nations Unies. Ils ne veulent plus qu'en France nous continuions d'acheter des Oranges OUTSPAN parce qu'elles enrichissent les blancs alors que les noirs ne gagnent qu'une aumône qui ne leur permet pas de vivre.



# PAUL URVOY, DE DERVAL<sup>(16)</sup>, SORTI DES PRISONS DE FRANCO:

" C'EST UNE SACRÉE EXPERIENCE, SE N'AURAI JAMAIS  
PENSÉ QUE L'ON TORTURAIT AUTANT EN ESPAGNE "

Avril 1975 : je sors de l'hôpital après un accident de football , et plusieurs passages sur le billard. Pour me remettre, un séjour à la ferme de mes parents , et départ pour le Pays Basque (espagnol ). Pour finir de me retaper, voir des copains, et donner un coup de main chez eux (maraichage ). Le 27 Aout , je suis donc à BERRIZ , un patelin de Biscaye pas plus grand que DERVAL . On est quatre , on boit un coup . Dans la rue , des militants (LCR ETA VI ) font des inscriptions sur les murs et balancent des tracts ( on est juste avant les condamnations à mort des 5 ). La Guardia Civil fait une descente, elle rafle 11 personnes au hasard. Dont moi . Ca se passe tranquillement. Après une heure au commissariat pour vérification d'identité, je suis relâché.

Le lendemain , 28 Aout, mots d'ordre de grève générale et de manifestations dans tout le pays . Pour Garmendia et Otaegui (et ceux du FRAP, mais au Pays Basque , c'est surtout pour ceux d'ETA ). Ce jour-là, nous sommes à DURANGO un bourg de 25000 habitants à 3km. de BERRIZ . A 21 heures 15 a lieu une manifestation éclair du côté de l'église. On est le jour même de la mise en application de la loi d'exception, la tension est très forte . Avec les copains, on se trouve vers 22 h. en ville; "Faites gaffe, les gardes civils cherchent dans les bars " nous dit quelqu'un. On va quand même boire un coup. De l'autre côté de la ville... Et le lendemain matin, une jeep bourrée de flics, mitrailleuse au poing vient à Berriz. Ils demandent le français "pour faire l'interprète "....

## AU " CUARTEL " (COMMISSARIAT)

Arrivé au Cuartel (commissariat ) pas de temps perdu. Menottes , premières raclées. Ils ne posent pas de questions. Moi, je pensais que c'était à cause de la rafle de l'autre soir à Berriz. En fait un guardia civil (en civil) avait vu ma voiture garée à Durango, pendant la manifestation. M'ayant arrêté la veille à Berriz, dans la raffle , pour eux ça suffisait. Bref, je tombe par terre, je perds mes sabots, ils les ramassent et me frappent avec. Avant, ils me font bouffer deux tracts LCR ETA VI - "et ça tu connais ? Tu dis oui, ils cognent, tu dis non, ils cognent pareil - Encore, j'avais le pot d'avoir les menottes devant et pas dans le dos, dans le dos tu ne peux pas du tout te protéger. Par la suite j'ai rencontré des espagnols qui avaient eu droit à l'électricité, etc...

Un peu plus tard une espèce de chambre avec un lit. Attaché dessus avec les menottes en haut pour ne pas dormir, et la lumière en permanence. Les gardes civils vont et viennent. Au retour d'une tournée on passe voir les copains... un petit tour de notre côté, revolver sous le nez, menaces, des coups encore... Les deux espagnols avec moi en ont pris plus que moi : coups de barre de fer etc... Mais j'ai fait la connerie de leur montrer la jambe où j'avais mal, ils se sont régalés.



Le samedi soir enfin, toujours chez les flics, on me lit un acte d'accusation en quatre lignes, je nie tout et je signe sans être trop sûr (je parle mal l'espagnol). Jusqu'au lundi je ne verrai que des flics, pas de magistrat etc... Heureusement (si on peut dire), un des espagnols avec moi connaissait bien la musique, c'était la 5<sup>e</sup> fois qu'il se faisait ramasser dans des rafles de ce genre...

**LA PRISON: LÀ AU MOINS ON  
NE NOUS TAPÉ PAS DESSUS...  
.. ON RESPIRE ..**

Après, c'est la prison de BASAURI à BILBAO. A l'entrée, une citation de FRANCO (1936) :

"Je mets au défi quiconque de trouver un régime carcéral plus humain et plus catholique que le notre".

Arrivée à la prison après un court passage chez le juge le lundi midi (la guardia civil était vraiment fâchée de nous lâcher). Et d'abord "PERIODO", un régime datant d'un siècle : en principe, trois jours d'isolement total pour commencer, pour éviter la contamination des maladies. Mais en fait, surcharge, on nous met 5 par pièce dans une cellule grande comme une cuisine avec des lits superposés. J'ai été malade et j'ai pu avoir l'infirmierie deux jours.

## **POLITIQUES ET DROIT COMMUN**

Ils forment deux groupes très différents dans les prisons espagnoles. Pour une grève, une manif, une affiche collée devant la porte de ton usine, tu es "politique". Et même pour une attaque de banque, si elle a été faite pour renflouer la caisse d'un groupe clandestin. (D'après ce qu'on m'a dit là-bas, les attaques de banques, ça marchait fort un temps.) Maintenant, c'est devenu trop dur. Il ne leur reste plus qu'à se payer un garde civil de temps à autre.

**250 POLITIQUES POUR 100 DROIT COMMUN..**

A mon arrivée à BASAURI, il y avait 80 politiques dont 55 en grève de la faim. Ils ont tenu 22 jours, dans toute l'Espagne, ils étaient 200, 250 à la faire ensemble pour le procès des 5. Les "politiques" qui ne faisaient pas la grève de la faim étaient soit malades, soit ils avaient été ELUS PAR LEURS CAMARADES POUR ASSURER LES LIAISONS, COORDONNER etc... Par la suite, avec les manifestations, est arrivée une grosse vague de "politiques", leur nombre est monté à 250 à Bilbao (120 à St Sébastien) pour 100 droits communs environ.

### **MOUCHARDS**

Le régime est le même pour les deux catégories, sauf le soir où politiques et droits communs sont séparés. Mais c'est surtout la mentalité et l'organisation qui ne se comparent pas. Les politiques considèrent le plus souvent les droits communs comme des mouchards. Il faut dire que dans une ville comme Durango, l'équivalent à peu près de Chateaubriant, on considère qu'il y a 250 mouchards (en plus des flics divers) rétribués en fric ou en petits services (boulot etc...). Entre droits communs, il n'y a pas d'entente, ils se dénoncent les uns les autres. Par contre, ils admirent les politiques :



# ENTRÉS SOUVENT POUR UNE SIMPLE GRÈVE . . .

P18

ce sont eux qui, par leur action d'ensemble, surtout depuis 1970, ont obtenu un tas d'amélioration pour tout le monde.

## - - - ON NE PERD PAS SON TEMPS

Les politiques partagent tout (fric, etc...). Il y avait des Assemblées générales (jusqu'à 150 types) tous les deux jours, dans la cour avec un peu les mêmes problèmes que dans l'extrême-gauche en France (des tas de tendances, des types habitués à parler et d'autres non, etc...). Mais dans une autre ambiance. A part ça, on ne chôlait pas là-dedans. Cours de basque, de français, d'anglais qu'on se donnait les uns aux autres. Et même certains livres de Marx, Lénine etc..., qui ne sont pas tous interdits en Espagne, et dont certains rentrent légalement dans les prisons. C'est ainsi qu'on voit des travailleurs coffrés pour une simple grève, etc, en ressortir beaucoup plus solides.

A part ça, il y avait aussi la pelote basque : avec des murs de 6 m de haut, on n'était pas gênés. Et le foot, mais il fallait payer le ballon et quand il passait à côté, c'était pour les enfants des gardiens...

**CARABANCHEL:** Après, je suis passé à Carabanchel, la grande prison de Madrid, 300 prisonniers politiques, 1820 en tout. Les gars qui sont là ont déjà des peines très longues. J'ai parlé avec un pour qui le procureur réclamait 120 ans de prison, et là-bas, quand le procureur réclame 10 ans, on en prend 8 sûr. Alors...

## AVOCATS

A Madrid, j'ai changé d'avocat. Le premier que j'avais eu, à Bilbao, n'avait rien fait. A part envoyer à mes parents, à Derval, une facture de 1200 F. Le consul de France, sauf au début, s'est pas mal remué. C'est lui qui m'a trouvé le 2<sup>o</sup> avocat : un jeune phalangiste ayant l'habitude de défendre des droits communs français. Un type assez haut placé, il a magouillé pas mal. Sur la facture de 1700 F que je lui dois (en principe), il y a deux repas avec les magistrats chargés du dossier.

Je sais aussi que l'Ambassade de France a fini par intervenir. Enfin, il y a eu la caution de 3700 F que je peux récupérer, théoriquement, si je retourne en Espagne me faire juger, et que ma famille a payée. Pour des espagnols, les cautions sont moins élevés, pour des étrangers, ça peut monter jusqu'au million.

## VERS LA FRONTIÈRE -

En principe, j'étais assigné à résidence, avec pointage tous les 15 jours et pas le droit de quitter l'Espagne. Mais, ils m'avaient quand même rendu toutes mes affaires et ma carte d'identité. Sorti mardi soir, j'ai suivi le conseil de l'avocat : jeudi matin, le train vers la frontière, du côté Pyrénées Orientales (le moins surveillé). A la dernière station, je suis descendu, et j'ai passé la frontière à pied, avec mon sac à dos.

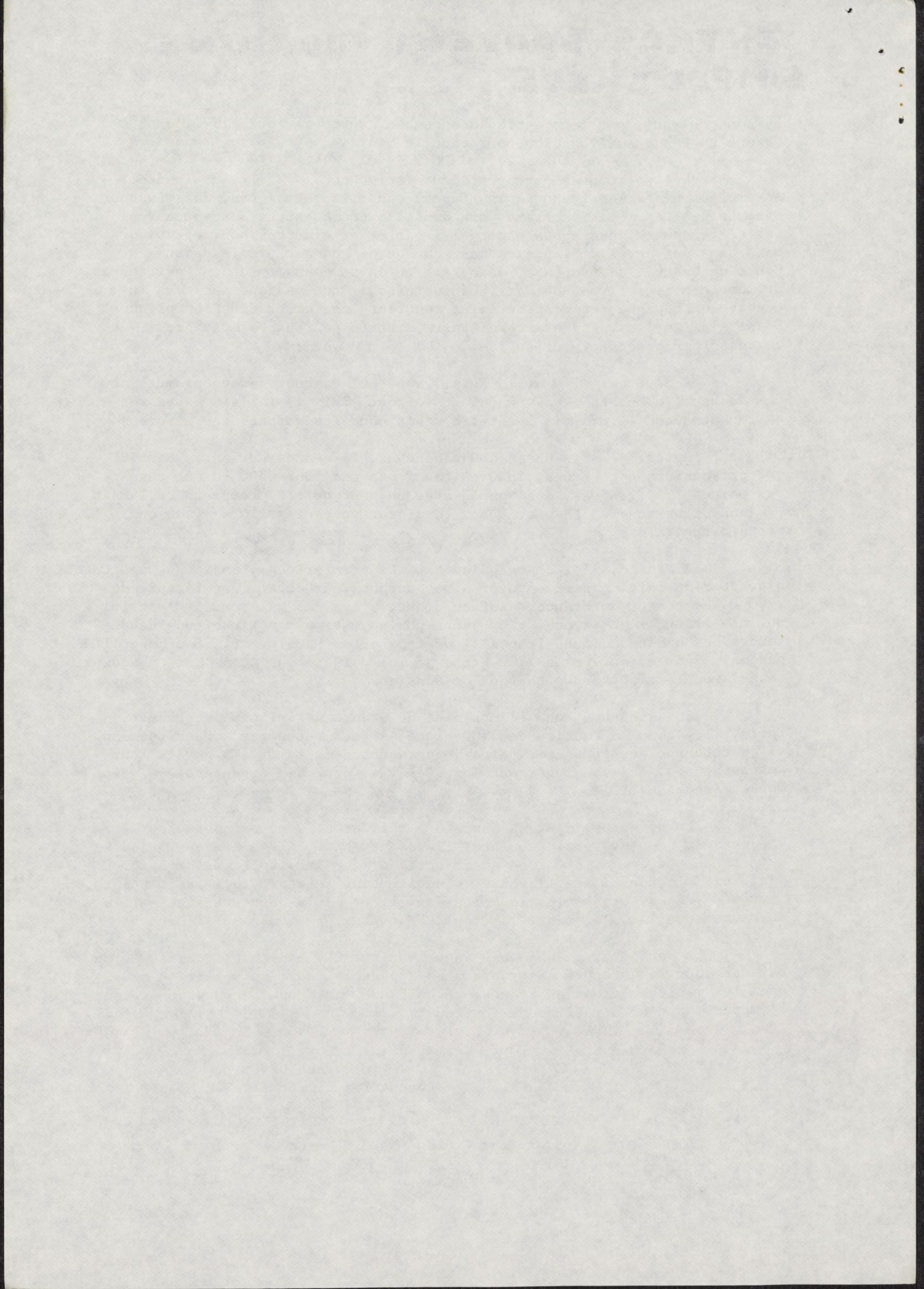
**SOLIDARITÉ:** A souligner : je savais vaguement qu'il y avait des comités et du battage pour me défendre en France. Les espagnols, eux, suivaient de très près les manifestations en France, en Hollande, en Suède, etc... et avaient l'impression d'être réellement soutenus. "La télé espagnole retransmettait les manif, telles que, mais en disant que c'était contre le peuple espagnol. Les gens savaient "traduire".

PAUL URVOY

(recueilli dimanche à Derval par l'APL)

[ P.S. Un dernier détail sur les gardes civils. L'un d'eux sort un simple marteau d'un tiroir. "Tu sais ce que c'est?" - et il te cogne la tête avec... - ]







BESANCON:une section syndicale de soldats!

## VERS LE SYNDICAT DE CLASSE DES SOLDATS!

Début Novembre, au cours d'une conférence de presse, des appelés du 19<sup>ème</sup> régiment de Génie stationné à Besançon, annoncent la création d'une section syndicale de soldats. Cette section est reconnue par l'UL CFDT seulement, la CGT et la FENa ayant décliné l'invitation.

La bourgeoisie, affolée devant cette nouvelle preuve que son armée n'est plus cette "grande muette", toute prête à agir contre les travailleurs, réagit aussitôt: c'est Bigeard qui s'étrangle de fureur ("un acte illégal et impensable, qui sera réprimé")

c'est bientôt des perquisitions chez des militants du PSU et l'inculpation de Jullien (membre du mouvement IDC)

C'est également une enquête de la Sécurité Militaire qui est lancée dans les casernes de Besançon... et des menaces de sanction qui planent...

NOUS DEVONS NOUS TENIR PRETS A RIPOSTER CONTRE  
LA REPRESSION QUI POURRAIT S'ABATRE SUR LES  
APPELES DU 19<sup>ème</sup> R.G DE BESANCON.

SOLDAT, SOUS L'UNIFORME, TU RESTES UN TRAVAILLEUR!

--C'est le sens de toutes les revendications contenues dans l'appel des IOO, maintenant repris par tous les soldats en lutte. Ils exigent que les droits élémentaires des travailleurs soient reconnus aussi à la caserne, et combattent les projets de la bourgeoisie pour faire de son armée un outil efficace contre les travailleurs en lutte.

--Le "parrainage" par des UL et des UD, CGT et CFDT, de nombreux comités de Soldats est un nouveau pas: des liens solides commencent ainsi à être tissés avec la classe ouvrière. C'EST DANS CE SENS QU'IL FAUT TRAVAILLER: la plupart des comités prennent maintenant position pour la création d'une organisation de classe des soldats, en liaison avec les syndicats ouvriers.

LES CAMARADES DE LA SECTION SYNDICALE DE  
SOLDATS DE BESANCON ONT LANCE UN APPEL  
POUR LA MULTIPLICATION DE TELLES SECTIONS  
ET POUR LA TENUE D'ETATS GENERAUX DES SOLDATS  
POUR LA CREATION D'UN SYNDICAT DE CLASSE  
DES SOLDATS.

NOUS SOUTENONS CE PROJET DE CREATION D'UN SYNDICAT DE CLASSE DES SOLDATS.

Le syndicat est en effet l'organisation traditionnelle des travailleurs dans leur lutte quotidienne pour la satisfaction de leur revendications. Les travailleurs sous l'uniforme que sont les appelés ont eux aussi des revendications à défendre: ils doivent pouvoir s'organiser dans un syndicat, indépendant de la hiérarchie militaire, et de CLASSE, c'est à dire partie prenante du combat des travailleurs pour leur émancipation.

...UN SYNDICAT DE SOLDATS, COMMENT?...

Il ne suffit pas de dire que les luttes des soldats doivent se situer dans le cadre du combat que mène la classe ouvrière contre la bourgeoisie. Il ne suffit pas d'affirmer que le syndicat de classe des soldats doit être en "liaison soutenu" par les syndicats ouvriers.

Nous devons nous battre pour que l'ENSEMBLE DE LA CLASSE OUVRIERE participe au combat antimilitariste. Nous devons nous battre pour que la construction du syndicat de classe des soldats soit prise en charge par l'ENSEMBLE DE LA CLASSE OUVRIERE.

CELA VEUT DIRE CLAIREMENT, QUE NOUS DEVONS MENER  
BAGARRE POUR QUE LES SYNDICATS OUVRIERS RECONNAISSENT  
CE SYNDICAT DE SOLDATS.



ET QUE LES "SECTIONS SYNDICALES" DE SOLDATS SOIENT  
DE "REELLES" SECTIONS, AUX COTES DES SECTIONS  
D'ENTREPRISE, AU SEIN DES U.L. ET DES U.D. DES  
SYNDICATS OUVRIERS C.G.T. ET C.F.D.T.

C'est à ce prix que nous pourrons faire de l'antimilitarisme une préoccupation quotidienne de la classe ouvrière.

...MAIS...

Les directions syndicales ne sont pas antimilitaristes!  
Elles le clament même sur tous les toits!

A propos du syndicat de soldats, par exemple...

La CGT explique que c'est inopportun, à cause de la division syndicale dans le civil(!)...et parceque, à l'armée, il n'y a pas de patron! La lutte des classes s'arrête aux portes de la caserne, en quelque sorte... Quant à la CFDT, après les déclarations de Maire pour un Syndicat de soldats, elle a fait brutalement machine arrière. La Confédération a d'ailleurs pris position CONTRE L'INITIATIVE DE L'U.L. DE BESANCON.

...POURTANT...

Pourtant, nous nous battons pour que le syndicat de classe des soldats soit un réel syndicat, que ses sections soient dans les UL et les UD des deux syndicats ouvriers.

Parceque nous pensons qu'une organisation des soldats qui ne serait pas ainsi liée aux syndicats ouvriers, serait MARGINALE par rapport à la classe ouvrière.

Parceque la classe ouvrière, dans son ensemble, est organisée par les "appareils" syndicaux, par les directions syndicales. Et si nous ne nous plaçons pas d'emblée dans les cadres de lutte de la classe ouvrière, NOUS NE NOUS DONNONS PAS LES MOYENS DE FAIRE REPRENDRE EN CHARGE PAR TOUS LES TRAVAILLEURS, LA LUTTE CONTRE L'ARMEE BOURGEOISE.

Précisons que cela n'est en rien contradictoire avec un fonctionnement démocratique de ces "sections" de soldats, que cela ne retire rien à leur pouvoir de décision quant aux luttes à mener dans les casernes.

La bataille est, certes, difficile!

Les antimilitaristes se heurtent à l'opposition des directions syndicales. Mais, ils doivent travailler à créer dans leurs syndicats un rapport de force qui permette la création de ce syndicat de classe des soldats: la situation dans les casernes, le degré de murissement politique des comités de soldats, l'exigent!

La création de cette section syndicale de soldats à Besançon le prouve!

Et c'est à cette condition que l'antimilitarisme deviendra efficace, redoutable pour la Bourgeoisie!!

COMITE DE DEFENSE DES APPELES

.....  
.....  
.....